

MESURES D'URGENCE SOCIALE

DÉJÀ UN AN DE PERDU PAR LE GOUVERNEMENT

Il y a un an le gouvernement prenait la décision d'un confinement de la population pour faire face à l'explosion de la pandémie de COVID-19. Bien sûr, la gestion d'une telle situation est forcément très compliquée. Mais ça l'a été d'autant plus que le pouvoir politique et économique défend ses intérêts, et une idéologie basée sur la primauté d'une économie capitaliste sur le reste!

Nous n'oublions pas que bien avant le début de la crise pandémique, les personnels hospitaliers mais aussi du social et médico-social, s'étaient mobilisés pour alerter de la forte dégradation de notre système de santé et de leurs conditions de travail. Or cette dégradation, au travers notamment des fermetures de lits, voire d'hôpitaux ou d'établissements médico-sociaux continue aujourd'hui. Et un an après, le développement des lits notamment de réanimation se fait toujours attendre, ainsi que les créations de postes.

Nous n'oublions pas non plus que nous avons manqué de masques et de matériel adaptés, notamment à cause d'une gestion court termiste des stocks. Ce genre de "rentabilité" a tué pendant que des milliers de travailleuses et de travailleurs, les premières de corvées, ont continué à faire fonctionner la société, souvent sans protections adéquates. Et si leur utilité sociale n'est plus à démontrer, elle est inversement proportionnelle aux conditions de travail et aux salaires subis.

Cette crise doit servir à notre société pour tirer le bilan des erreurs passées. Face à la pandémie, face aux crises sociales et écologiques, contre la précarité, le chômage de masse et les licenciements, il y a urgence à prendre des décisions qui changent réellement les choses. Pourtant Macron et Castex continuent à protéger le monde d'avant tout en réduisant nos droits et nos libertés à travers des projets de loi et des textes liberticides.

Aujourd'hui, le gouvernement mène une "conférence sociale" cache misère, qui veut lever les dispositifs d'aides, et renvoie au bon vouloir des patrons d'octroyer une nouvelle "prime" non pérenne. Nous affirmons que seules des mesures fortes peuvent vraiment faire la différence :

- hausse du smic, des minimas sociaux et des retraites pour les porter à 1700 euros net au minimum et hausse de 400 euros des salaires,
- création massive d'emplois dans les services publics, en particulier de santé et d'éducation pour faire face à la pandémie, et à celles à venir, aux besoins sociaux, et la fin des suppressions d'emplois.
- conditionnement social et écologique des aides apportés aux entreprises,
- abrogation immédiate et totale de la réforme de l'assurance chômage, 100 % des chômeurs-euses indemnisés-ees au minimum du SMIC et une prolongation de toutes les indemnisations pendant la crise sanitaire et année blanche pour les chômeurs-euses à partir de la reprise complète de l'activité,
- extension du RSA aux 18-25 ans,
- interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits
- partage du travail et baisse du temps de travail à 32h hebdomadaire sans perte de salaire ni flexibilité,

Nous portons avec le collectif de syndicats et d'associations "Plus jamais ça" un plan de 34 mesures écologiques et sociales de sortie de crise.

Nous savons que le changement de cap ne viendra que des mobilisations concrètes que nous pourrons mener. Après le 8 mars et la grève féministe, les occupations actuelles de lieux culturels montrent l'exemple. Les personnels des hôpitaux et du secteur social continuent de se mobiliser. Des luttes pour l'emploi et contre les licenciements s'organisent de façon unitaire, comme à Roissy le jeudi 18 mars.

Rien n'est inéluctable, rien n'est écrit par avance. C'est nous qui faisons fonctionner la société, rien ne peut se faire sans nous. Il est temps de reprendre confiance en notre capacité collective à changer les choses, à imposer un autre avenir ! Les syndicats de l'Union Solidaires s'y emploient tous les jours.